



Chambly : budgets à respecter pour franciser



Le CSS indique être passé de 20 groupes l'an dernier à 7 cette année. (Photos : Jean-Christophe Noël)

La semaine dernière, divers syndicats du milieu de l'enseignement ont manifesté devant le bureau de Jean-François Roberge, à Chambly, contre les coupes de services en francisation, dans le secteur de l'éducation aux adultes.

« Indignés », les représentants des syndicats de Champlain et de l'enseignement du Haut-Richelieu (SEHR-CSQ) étaient notamment réunis devant le bureau de comté du député chamblyen. Le SEHR-CSQ appréhende des « conséquences néfastes » sur les équipes enseignantes du centre d'éducation des adultes La Relance, situé à Marieville.



Selon les chiffres du SEHR-CSQ, au Centre de services scolaire des Hautes-Rivières (CSSHDR), ces coupes représentent à terme la fermeture de 130 places en classe de francisation et la perte de cinq emplois. Le CSSHDR avance que depuis le début de l'année, certains élèves ont complété leur formation en francisation, d'autres l'ont abandonnée ou d'autres encore ont trouvé un emploi. L'organisme a cessé d'en admettre de nouveaux. Le CSSDHR chiffre que son nombre d'élèves en francisation est alors passé de 376 à 252 entre le début et la fin de la première session. « Nous travaillons toutefois de concert avec les organismes communautaires afin que ceux qui veulent entreprendre une démarche en francisation soient soutenus », assure le CSSDHR.

À ce jour, l'entité scolaire affirme que 17 membres du personnel enseignant en francisation sont toujours en fonction et que 3 ne travaillent plus au CSSDHR. Une tâche au secteur des jeunes leur a toutefois été offerte.

Depuis le début de l'année scolaire 2024-2025, au Centre La Relance, le projet de formation en francisation n'a été arrêté pour aucun des élèves. « Cela dit, suivant nos obligations en lien avec les règles budgétaires, nous devons respecter un nombre maximal d'heures à offrir en francisation », fait savoir le CSSDHR.

De son côté, le Centre de services scolaire des Patriotes indique être passé de 20 groupes en francisation en 2023-2024 à 7 groupes pour l'année scolaire 2024-2025. Actuellement, 146 élèves y suivent ces cours.

40 M\$ de plus

Les sommes finançant les services de francisation proviennent directement du ministère de l'Éducation. « Le budget en francisation est de 15 % plus élevé que l'an passé, soit 40 M\$ de plus. Il y a eu davantage de services déployés et qui continueront à l'être d'ici la fin avec les autres partenaires », affirme Jean-François Roberge.

Un cadence à maintenir

Cette coupe de services inquiète les syndicats. « Clairement, on ne va pas équiper les immigrants qui nous arrivent. S'ils sont ici aujourd'hui, c'est que le gouvernement l'a autorisé. On vient accélérer le processus faisant en sorte que la langue française perde de sa vitalité », estime Jean-François Guilbault, président du Syndicat de Champlain. « Le besoin est là pour faire partie de notre société. Tu veux développer des citoyens qui parlent français et on leur coupe ce service? », questionne Eric Plourde, président du SEHR-CSQ.

« Des CSS ont géré leur budget de manières différentes. Dans certains cas, il y a eu beaucoup de cours donnés en début d'année. C'est difficile de maintenir la cadence sur l'année complète. Je vais travailler très fort l'an prochain pour avoir une stabilité et une meilleure visibilité. Mais on ne peut pas parler de coupures de budget », considère le ministre de la Francisation

Éponger le déficit

C'est l'an deux de Francisation Québec (FQ) qui est en branle. FQ est l'unique point d'accès gouvernemental pour les services d'apprentissage du français. « Dans la première année, des CSS ont reçu des budgets. Dans plusieurs des cas, ils ont dépassé ces budgets pour franciser. Les tuteurs de l'Éducation et des Finances ont accepté d'éponger les déficits. Certains ont présumé que ce serait la même chose cette année mais on veut qu'ils s'en tiennent au budget », explique Jean-François Roberge. Il soutient que, l'an prochain, il s'assurera que tout est « plus clair », pour qu'il n'y ait pas de « mauvaises surprises » pour l'employeur, les syndicats, les travailleurs ainsi que les étudiants.

FQ a ouvert une session d'automne de cours à temps partiel qui a débuté le 30 septembre. Plus de 930 groupes ont été ouverts avec 16 000 personnes qui ont amorcé leur apprentissage ou qui ont pu le poursuivre.

« Il s'agit d'une hausse de 16 % par rapport à la session de l'automne 2023 », chiffre le député de Chambly. Cinquante-huit de ces groupes sont en Montérégie. Jean-François Roberge avance que son ministère entend ouvrir un nouveau calendrier de cours de francisation à temps partiel dans les prochaines semaines avec ses partenaires institutionnels. « De nouvelles offres, particulièrement dans des endroits où les CSS ont des bris de services. On va essayer de s'arranger pour pallier ces manques », dit-il.

D É C O R

LACELLE

- STORES
- VOILAGES
- PLANS
- VUES 3D
- TAPIS
- LITIERIES
- CADRES
- DÉCO

450-658-4071 / Place Chambly
www.decorlacelle.com

Instagram Facebook

Le député chamblyen affirme qu'à l'arrivée de son parti au pouvoir, en 2018, le Québec francisait 20 000 individus. Il ajoute que, cette année, environ 80 000 personnes seront francisées. Il rappelle qu'il y a un seuil réaliste d'individus *francisables* annuellement. « On va travailler de l'autre côté de l'équation à réduire la demande en contrôlant mieux l'arrivée de migrants qui ne parlent pas français », termine M. Roberge.



En novembre dernier, divers syndicats du milieu de l'enseignement avaient manifesté devant le bureau de Jean-François Roberge, à Chambly, contre les coupes de services en francisation. (Photo : archives)